

LA LETTRE DU HERISSON

BIMENSUEL N° 18 ~ 15 FEV 85

sommaire

EDITORIAL : LES ELECTIONS CANTONALES APPROCHENT.....	P. 3
UNE FEDE, POURQUOI FAIRE	P. 4
CHASSE : COMMISSION CHASSE - VAGUE DE FROID	P. 5/6
FAUNE : GROUPE OURS	P. 7/8
FORET : NOTE SUR LE PROJET DE LOI FORESTIERE 1985	9/10
LA CHASSE AUX ORMES	P. 10
MILIEUX NATURELS : LE MILIEU NATUREL ET LES CONFLITS	P. 11/12
POLLUTION : PROBLEMES PLUIES ACIDES - MISSION VALROFF	P. 12/13
EQUIPEMENT : LES SUPER BASES DE LOISIRS	P. 13/
LE PROJET D'AMENAGEMENT EN BRIERE	P. 14
COMMUNICATION : ECRIRE POUR LES PRESSES ECRITES	P. 14/15
CE QUI NOUS HERISSE	P. 16
EN BREF	P. 16/17
VIE ASSOCIATIVE : FONDS DE DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE..	P. 18
COLLOQUES - STAGES	P. 19
DOCUMENTATION	P. 20
FORMATION FESPN	P. 21/22
PUBLICATIONS	P. 23
CHRONIQUE DU TEMPS QUIPASSE	P. 24
DOSSIER TUC MODE D'EMPLOI	P. 25 à 30



page 7, 13

DE LA NATURE, DE LA COMMUNICATION

Je suis entièrement d'accord avec l'article de Jean CARLIER intitulé "provocateur appel imprécateurs". Sauf sur un point qui rappelle à quel point il faut toujours vérifier une information : je ne suis pas Conseiller Technique au Cabinet de Madame BOUCHARDEAU, mais je suis, depuis 16 ans et ouvertement, membre du PSU.

Claude Marie VADROT

ESSENTIEL

LES MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL DE LA FFSPN SONT INFORMÉS QUE LA PROCHAINE RÉUNION AURA LIEU LE SAMEDI 23 MARS À 9 H 30 À :

ASSOCIATION REILLE
32/34, AVENUE REILLE
75014 PARIS

UNE CONVOCATION VOUS SERA ENVOYÉE
MAIS RÉSERVEZ CETTE DATE DÈS À PRÉSENT.

La lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : F.F.S.P.N - 57, rue Cuvier - 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES
8, Villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE

—**éditorial**—

LES ELECTIONS CANTONALES APPROCHENT

MI-MARS PROCHAIN, VONT SE DÉROULER LES ÉLECTIONS CANTONALES.

COMPTE-TENU DES LOIS DE DÉCENTRALISATION, LE CONSEIL GÉNÉRAL (ET SON PRÉSIDENT) ONT ACQUIS UN POUVOIR PLUS IMPORTANT QU'AUPARAVANT ET TOUT LAISSE À CROIRE QUE CE N'EST QU'UN DÉBUT.

UN CONSEILLER GÉNÉRAL EST ÉLU POUR 6 ANS, DURANT CETTE PÉRIODE, IL A LARGEMENT LE TEMPS DE FAIRE DES DÉCÈTS. S'IL N'EST DÉJÀ SÉNATEUR, IL PEUT ÊTRE CANDIDAT AUX PROCHAINES ÉLECTIONS SÉNATORIALES.

UN CANDIDAT EST TOUJOURS ATTENTIF AUX DÉSIRS DE SES ÉLECTEURS POTENTIELS, APRÈS IL L'EST GÉNÉRALEMENT MOINS.

QUE PENSERA UN CANDIDAT SI, LORS D'UN GRAND NOMBRE DE RÉUNIONS PUBLIQUES, PERSONNE NE L'INTERROGE SUR LES PROBLÈMES DE PROTECTION DE LA NATURE ? PROBABLEMENT QU'ILS NE SONT PAS IMPORTANTS.

SI PAR CONTRE, À CHACUNE DES RÉUNIONS, IL EST INTERROGÉ, D'ABORD IL SE DOCUMENTERA (C'EST DÉJÀ ÇA) PUIS RISQUE DE CONSIDÉRER AVEC UN PEU DE SÉRIEUX CES PROBLÈMES ET PRENNE DES ENGAGEMENTS QU'IL SERA TOUJOURS UTILE DE LUI RAPPELER.

LES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE DOIVENT DONC TOUTES SE MOBILISER POUR QUE LES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS CANTONALES SOIENT PERSUADÉS QUE LES IDÉES QUE NOUS DÉFENDONS SONT À PRENDRE EN COMPTE.

IL FAUT LES INONDER DE LETTRES, PARTICIPER À LEURS RÉUNIONS PUBLIQUES, LES CONTACTER. BREF, IL FAUT MONTRER QUE NOUS PRENONS LEUR RÔLE AU SÉRIEUX.

N'OUBLIONS PAS, ILS SONT ÉLUS POUR 6 ANS !

J.P. LE DUC
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

UNE FEDE, POURQUOI FAIRE ?

LA LETTRE DU HÉRISSEON NOUS FAIT PART RÉGULIÈREMENT DES ACTIVITÉS DE LA FÉDÉ, DU TRAVAIL DE SES RESPONSABLES ET DERNIÈREMENT À TRAVERS UN N° SPÉCIAL "COTISATIONS" DES DIFFICULTÉS À BOUCLER UN BUDGET DEVENU IMPORTANT, DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES AUPRÈS DES ASSOCIATIONS MEMBRES À FAIRE RENTRER LES COTISATIONS, LE DERNIER C.A (25/26 JANVIER 85) AVAIT EN CHARGE L'ÉLABORATION DU BUDGET PRÉVISIONNEL POUR L'ANNÉE 1985. CE PROJET DE BUDGET PRÉSENTAIT UN "TROU" DE 15% ENVIRON DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DÉPENSES (300 000 F), TROU QUI APPARAÎT DANS L'OPTIQUE ACTUELLE DE FONCTIONNEMENT DE LA FÉDÉ, PRATIQUEMENT IRRÉDUCTIBLE, SAUF À DÉVELOPPER LE SECTEUR VENTE-COMMERCIALISATION- ACTIVITÉS LUCRATIVES (PLUS OU MOINS) DIVERSES, C'EST À DIRE À AFFIRMER SON CARACTÈRE DE SUPER ASSOCIATION, EST-CE BIEN LÀ UNE ÉVENTUALITÉ SOUHAITABLE OU TOUT SIMPLEMENT RAISONNABLE ?

LE BUDGET D'UNE ASSOCIATION OU FÉDÉRATION DOIT ÊTRE NORMALEMENT LE REFLÈT DE LA LIGNE D'ACTION ADOPTÉE PAR SON C.A. UN BUDGET QUE L'ON N'ARRIVE PLUS À MAÎTRISER N'EST-IL PAS LE RÉSULTAT D'UN MANQUE DE DÉFINITION DES PRIORITÉS AFFICHÉES PAR LE C.A. EN CLAIR, LA QUESTION QUE JE ME POSE EST CELLE-CI : LE RÔLE DÉVOLU À LA FFSPN PAR RAPPORT AUX ASSOCIATIONS QUI LA CONSTITUENT A-T-IL ÉTÉ DÉFINI AVEC ASSEZ DE CLARTÉ. DANS MON ESPRIT, LA FÉDÉ CONSTITUE LE CHAPEAU DE LA PYRAMIDE CONSTITUÉE PAR LES ASSOCIATIONS LOCALES, DÉPARTEMENTALES, RÉGIONALES, NATIONALES. SON RÔLE EST DIFFÉRENT, SON ACTION AUSSI. LA FÉDÉ DOIT ÊTRE AVANT TOUT UN OUTIL POLITIQUE CHARGÉ DE DÉFENDRE ET PROMOUVOIR LES IDÉES EN MATIÈRE DE P.N. ELLE EST À CE NIVEAU, L'INTERLOCUTEUR OBLIGÉ DES MINISTÈRES, DU GOUVERNEMENT POUR FAIRE PROGRESSER SES IDÉES, LES CONCRÉTISER AU NIVEAU DES PROJETS DE LOI, DÉCRET, ETC., ELLE EST L'ORGANE REPRÉSENTATIF DU MOUVEMENT ASSOCIATIF, SON ACTION N'EST PAS LIÉE AU TERRAIN (OU AU TERRITOIRE, OU AUX ESPÈCES) CE QUI EST LA SPÉCIFICITÉ DE NOS ASSOCIATIONS DE BASE, MAIS, JE LE RÉPÈTE, AUX IDÉES, À L'ÉLABORATION DES TEXTES QUI LES REFLÈTENT, L'ÉVOLUTION ACTUELLE - ET JE N'EN FAIT GRIEF À QUICONQUE - ME SEMBLE AU CONTRAIRE MARQUER LA PRISE EN CHARGE D'UNE SÉRIE D'ACTIVITÉS NON PRIORITAIRES (SECTEUR BOUTIQUE EN PARTICULIER). JE CROIS QU'IL FAUT SE GARDER DE TOMBER DANS LE PIÈGE-FRÉQUENT S'IL EN EST - DE CONFONDRE LA DÉFENSE ET PROMOTION DE LA STRUCTURE - PAR RAPPORT À LA DÉFENSE DES IDÉES AVEC LE COROLLAIRE OBLIGÉ DE S'INVESTIR DE PLUS EN PLUS DANS LA DÉFENSE DE LA STRUCTURE AU DÉTRIMENT SANS DOUTE DE LA DÉFENSE ET PROMOTION DES IDÉES. ON ME RÉPONDRA IMMÉDIATEMENT QU'EN TOUT ÉTAT DE CAUSE, LE "NERF DE LA GUERRE" EST INDISPENSABLE DANS TOUS LES CAS, JE DIRAI QUE LA FAÇON DE L'OBTENIR N'EST PAS IMPORTANTE. POUR PLAGIER MAO-TSÉ-TOUNG, "C'EST L'ARGENT QUI OBEÏT AUX IDÉES ET NON LES IDÉES À L'ARGENT".

DANS CETTE OPTIQUE, IL EST ÉVIDENT QUE CE SONT LES ASSOCIATIONS SI ELLES VEULENT UN OUTIL POLITIQUE RÉEL QUI DEVRONT FAIRE UN EFFORT FINANCIER ACCRU (ET TRÈS NETTEMENT ACCRU) POUR PERMETTRE À LA FÉDÉ DE VIVRE -PAS SEULEMENT DE SURVIVRE- ET DE JOUER PLEINEMENT LE RÔLE QUI DOIT ÊTRE LE SIEN.

CE TEXTE QUI REFLÈTE NOMBRE D'IDÉES APPARUES DANS CE GROUPE DE TRAVAIL SUR LE BUDGET, SOUHAITE N'ÊTRE QUE LE DÉBUT D'UNE RÉFLEXION COLLECTIVE À LAQUELLE NOUS NOUS PERMETTRONS D'APPELER TOUS NOS CHERS COLLÈGUES.

LA FFSPN, OUTIL POLITIQUE, QUELS OBJECTIFS, QUELS MOYENS ?

M. LE DEMEZEZ

faune



LETTRE OUVERTE A M. MICHEL CREPEAU,
ANCIEN MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET
MINISTRE DU TOURISME, DU COMMERCE ET
DE L'ARTISANAT

Monsieur le Ministre,

Tous les naturalistes se souviennent encore de votre passage au Ministère de l'Environnement. Ils ont unanimement salué votre promotion lorsque vous vous êtes vu attribuer la responsabilité du Tourisme, du Commerce et de l'Artisanat.

Dès votre départ, ils espéraient (et je suis convaincu que vous ne leur en tiendrez pas rigueur) que les problèmes d'environnement allaient enfin pouvoir être abordés avec la compétence et la responsabilité qu'ils réclament.

Ils n'ont pas été déçus. L'action entreprise par votre successeur est allée dans ce sens, c'est un fait que nous tenons à souligner, même si sur certains dossiers (encore nombreux) nos conceptions divergent.

Ainsi, pour la première fois le problème de la sauvegarde de l'Ours dans les Pyrénées a reçu l'écho qu'il méritait. Désormais, un véritable plan de sauvetage est en place sous le contrôle de la Direction de la Protection de la Nature au Ministère de l'Environnement. Toutes les associations nationales de Protection de la Nature sont mobilisées. Pour elles, sauver l'ours est à la fois une priorité et un symbole.

Bien sûr, notre action n'est et ne sera pas facile, mais elle est à la mesure de notre objectif. Sachez simplement que notre volonté de gagner est immense.

C'est donc avec une certaine déconvenue que nous avons lu en première page de la NOUVELLE REPUBLIQUE DES PYRENEES du 12 décembre 1984 :

"Michel CREPEAU hier à TARBES : "On ne peut pas compromettre le développement régional pour 3 ours"... selon le Ministre, les ours sont irrémédiablement condamnés..."

Nous nous interrogeons Monsieur le Ministre! S'agit-il :

- d'une mauvaise interprétation de vos déclarations par un journaliste avide de sensationnel

Dans ce cas, et compte tenu de l'enjeu, nous attendons de votre part, un démenti public et formel.

- d'une retranscription fidèle de vos propos?

Si cette deuxième hypothèse se révélait exacte, votre incompétence nous désolerait.

. Incompétence d'abord en matière d'Environnement.

Lorsque vous occupiez la responsabilité de ce ministère, vous aviez à votre disposition tous les rapports qui démontrent sans équivoque que :

1° la survie de l'ours dans les Pyrénées est scientifiquement et techniquement possible, et qu'elle repose principalement sur :

- une meilleure protection de son biotope,
- une aide efficace au pastoralisme s'exerçant en zone ursine,
- une répression active du braconnage.

2° la survie de cette espèce n'est absolument pas incompatible avec le développement harmonieux d'une région. Il s'agit simplement d'un paramètre à intégrer. Certains élus locaux l'ont compris.

. Incompétence ensuite en matière de conception touristique.

Dans ce contexte, les particularismes faunistiques d'une région se "vendent bien" (pour reprendre un langage que vous aimez entendre) dans la mesure où l'on sait les promouvoir.

Bien des pays dit sous-développés l'ont compris depuis longtemps !

. Incompétence politique enfin.

- le plan Ours résulte d'abord d'une volonté présidentielle. Nous vous rappelons la déclaration de M. François MITTERRAND à FOIX :

"Il faut sauver les ours et protéger l'espèce. On doit pouvoir le faire sans léser des agriculteurs" (voir DEPECHE DU MIDI du 30 Septembre 1982)

- le plan ours résulte aussi de l'engagement clairvoyant du Ministre actuel de l'Environnement et des fonctionnaires de la D.P.N.

Quel sens donner aux mots cohérence et solidarité Monsieur le Ministre ?

En tout état de cause, l'ambiguïté n'est pas tolérable et nous vous demandons de

bien vouloir nous confirmer officiellement si vous vous associez sans réserve ou si vous vous démarquez des décisions et des orientations prises par un Gouvernement auquel vous appartenez.

G. EROME.

Coordinateur du groupe.

REPONSE DE M. MICHEL CREPEAU, EN DATE DU 24 JANVIER 1985.

Bien que je n'ai pas pour habitude de répondre à des lettres ouvertes - formule en effet bien peu courtoise quand il s'agit de gens qui, somme toute, entretiennent de bonne relations - et que je n'apprécie guère davantage les interpellations en forme d'ultimatum, j'ai assez le sens des responsabilités pour savoir ce que je dis en dehors des interprétations ou des gros titres de la presse.

Vous avez vous-même coché dans la photocopie d'article que nous m'avez adressée que j'ai déclaré : "je crois que sont compatibles le développement touristique et la sauvegarde de ce qui peut l'être dans la nature".

Cela résume parfaitement ce que je pense, même si j'ai aussi le droit de penser qu'une espèce réduite à quelques exemplaires est très difficile à préserver.

L'histoire de la vie est une longue succession d'apparitions, de mutations et de disparitions des individus et des espèces.

Claude BERNARD a parfaitement expliqué que la vie n'est que l'ensemble des forces qui résistent à la mort.

Aussi, n'ai-je nullement l'intention de tuer les ours pour développer le tourisme, pas plus que je n'ai à souhaiter l'inverse.

Michel CREPEAU

MISSION COLIN

Ici et là, on nous signale des difficultés dans l'organisation des réunions préfectorales devant élaborer les propositions concernant la chasse.

En cas de problèmes, écrire à :

Monsieur COLIN
Député en mission
Office National de la chasse
85bis, rue de Wagram
75017 PARIS

ET ENVOYER UN DOUBLE A LA FFSPN (PARIS)

Nous souhaiterions vivement disposer du maximum d'informations sur le déroulement de ces réunions (qui participe, comment cela se passe, résultats, etc). Envoyez-les nous.

Merci d'avance.

P.S. Il semblerait logique que vous disposiez du rapport du préfet, n'hésitez pas à le demander (et envoyez-nous copie).

forêt

NOTE SUR LE PROJET DE LOI FORESTIERE 1985

LA POLITIQUE DE LA FORET EN FRANCE, FORCEMENT CONCERNEE PAR LE LONG TERME, DEVRAIT AVOIR UNE DIMENSION ECOLOGIQUE, ENVIRONNEMENTALISTE, QUI ENTRE PAR CONSEQUENT DANS LE CHAMP D'ACTION DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT. OR EN L'ETAT ACTUEL DES TEXTES DONT NOUS DISPOSONS, CE PROJET DE LOI PECHE FORTEMENT PAR SES LACUNES DANS CE DOMAINE.

NOUS ESPERONS QUE LE MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT POURRA PRENDRE EN COMPTE, AU NIVEAU GOUVERNEMENTAL, LES OBSERVATIONS GENERALES QUE NOUS PRESENTONS CI-APRES, CAR DE CETTE PRISE EN COMPTE SEULE PEUT RESULTER UN MEILLEUR EQUILIBRE DE LA FORET FRANCAISE, ET PAR CONSEQUENT, DE L'ECONOMIE GENERALE BIEN COMPRISE DU PAYS.

On retrouve dans ce projet un grand nombre des dispositions déjà élaborées dans le projet de loi de 1983. Malheureusement, un trop grand nombre de mesures ou même de déclarations concernant la spécificité du milieu forestier et la nécessité d'une gestion écologique ont disparu du nouveau projet (pour mémoire, le mot "écologie" n'apparaît qu'une seule fois).

Par contre, apparaissent ou se renforcent des aspects qui ne peuvent que gravement inquiéter les Associations de Protection de la Nature :

1. L'accent mis exclusivement sur l'intensification de la gestion, de l'exploitation forestière, et sur l'asservissement de la forêt au secteur aval des industries du bois.

L'intensification de l'exploitation n'est pas condamnable en soi. Elle le devient si elle n'est accompagnée d'aucune mesure de contrôle des équilibres écologiques, ce qui est le cas. Ainsi,

- Comme dans les projets précédents, aucune procédure d'étude d'impact n'accompagne l'établissement des Plans d'Aménagement Forestier ou des Plans simples de Gestion.

- La garantie de "bonne gestion" évoquée par le texte n'apparaît nulle part comme liée à une contrainte de caractère écologique.

- Les textes d'application n'étant pas sortis (évidemment) il est difficile de préjuger d'une quelconque participation associative aux divers organismes délibérant sur la forêt (Conseils Régionaux de la Forêt, commissions d'orientation forestière, etc...). Mais a contrario, rien ne laisse prévoir ne serait-ce que l'éventualité d'une telle participation.

L'asservissement de la forêt à la "prévision économique" reste la règle. La production doit être adaptée "en quantité et en qualité, aux besoins prévisibles de l'économie". (exposé des motifs). L'accent est mis par ailleurs sur la nécessité de sortir des bois qui permettent des transformations d'aval à "forte valeur ajoutée".

Nous avons déjà eu l'occasion, en commentant le projet de 1983, de souligner les contradictions et les curiosités de ces affirmations.

En effet, la prévision "économique", en l'état actuel des choses, est faite en général vers des horizons 1990/2000, voire parfois 2010, c.a.d. de 5 à 25 ans. L'aménagement forestier conduit à des délais de 70/80 à 150 ans... Que seront les besoins en bois en 2060, dans la 2ème moitié du prochain siècle ? Personne ne peut le prévoir, et nos Associations s'accordent à penser, avec beaucoup de forestiers, que la seule solution raisonnable est la diversification.

D'autre part, tout en affirmant une volonté productiviste, le projet ne semble tenir aucun compte des faits pourtant importants :

- il semble que l'intensification de l'exploitation (bois d'oeuvre) permettra de mieux assurer le fonctionnement de la filière bois en aval. Pourtant, le bois d'oeuvre sort encore majoritairement brut pour revenir de l'étranger sous forme de meubles à forte valeur ajoutée. En quoi le fait d'intensifier l'exploitation changera-t-il quelque chose aux déficiences des industries en aval ?

- On sait que la politique d'enrésinement systématique poursuivie depuis la guerre va amener sur le marché des quantités croissantes de bois à pâte. Le secteur industriel aval est-il prêt à "traiter" cet apport ? Si non, où est la "politique" ?

- A terme, est-il souhaitable de continuer une telle politique d'enrésinement, alors que les sociétés modernes s'orientent à grande allure vers une information faisant appel à d'autres supports que le papier ? (T.V., vidéo, etc...)

2. On souhaite appliquer à la forêt des "procédures qui ont fait leurs preuves en agriculture". Cela se traduit par une volonté affirmée d'alourdir la tutelle de l'Agriculture sur le secteur Forêts", et par l'extension à l'espace forestier de la procédure de remembrement.

Nos Associations de Protection de la Nature savent toutes combien justement les méthodes de gestion de l'agriculture moderne, industrialisée sont responsables d'une très rapide et vaste dégradation des milieux naturels, pour ne pas être inquiétées par cette affirmation.

Quant à l'application des procédures de remembrement, nous ne la condamnons pas en soi, mais parce qu'elle ne s'accompagnera d'aucun contrôle à caractère écologique, et qu'il pourra ainsi conduire aux mêmes excès que le remembrement agricole.

Toutefois, une disposition de la nouvelle loi suscite chez nous une opposition ferme : en effet, la loi permet, outre le remembrement, la constitution d'Associations syndicales de gestion forestière, qui peuvent... "autoriser ou réaliser des équipements à des fins ni forestières ni pastorales, à condition qu'ils soient de nature à contribuer au maintien de la vie rurale" (L 247-1). Si on rapproche cette possibilité d'action de la possibilité d'échanger des parcelles (forêt/pâtures,...), qui ne voit s'esquisser de formidables potentialités d'équipements touristiques ?!...

3. Le développement de la décentralisation dans le domaine forestier conduit le législateur - pour responsabiliser les collectivités locales - à confier à celles-ci la possibilité de maîtrise d'oeuvre en matière de voies forestières D.F.C.I. et de débroussaillage.

Toujours pour les mêmes raisons (défaut total d'un contrôle des effets sur l'environnement) les Associations sont très inquiètes d'une telle mesure.

En effet, les débroussaillages doivent être conduits avec un certain nombre de précautions, en particulier pour assurer le renouvellement des litières.

Quant à l'ouverture des voies, on n'a pas attendu le texte de loi pour en mesurer les dangers, ou les excès. Voir comme exemple les ravages dans le site classé (Sainte Victoire) dénoncés par la lettre d'une Association locale (COMBAT NATURE 67, page 64, février 1985).

A de tels risques s'ajoute le caractère illogique consistant à laisser pratiquement aux collectivités la responsabilité du tracé des voies DFCI, au lieu de les déterminer à l'échelle du massif..

Tout au long de cette analyse, il nous a fallu souligner l'absence permanente de toute référence aux impératifs écologiques de la gestion forestière, et l'absence corrélative de tout organe institutionnel pour analyser (avant), suivre (pendant), et corriger (après) les opérations de gestion forestière sous leurs aspects autres qu'économiques stricto sensu. Il y a là de graves défauts de principe que nos Associations vont s'efforcer de faire combler dans les mois à venir.

Il est à cet égard tout à fait regrettable que ce projet, largement refondu par rapport au projet de 1983, n'ait pas été présenté pour un nouvel avis au Haut Comité de l'Environnement, dont c'est pourtant le rôle essentiel.

Pierre Delacroix
Coordination Réseau Forêts FFSPN



BIENTOT L'OUVERTURE DE LA CHASSE AUX ORMES RESISTANTS...

Dès que les bourgeons vont débourrer, partez à la chasse aux ormes sains ! Si, si, il y en a sûrement de ci de là, à nous de les trouver.

Si vous repérez un orme sain dans une zone contaminée, pouvez-vous nous le signaler

- en précisant la commune et éventuellement le lieu-dit

- en localisant aussi précisément que possible l'arbre sur un petit plan

- en signalant les particularités de son voisinage :

. nature du sol (si possible)

. autres ormes à côté, sains, malades ou morts

. arbres ou arbustes dans un rayon de 10 mètres

. plantes sauvages ou cultivées au pied

- en envoyant un petit rameau prélevé vers le milieu de l'arbre pour permettre une détermination précise de l'espèce (ou de l'hybride) d'orme dont il s'agit.

Ce rameau doit être envoyé rapidement entre deux feuilles de carton ou à l'inverse une fois séché et pressé pendant deux semaines entre de vieux journaux.

Merci de votre aide. En conjuguant nos efforts nous arriverons peut-être à sauver nos arbres.

CREPAN
Campagne "Sauvons nos ormes"
17 avenue de Tourville
14000 Caen

milieux naturels

LE MILIEU NATUREL ET LES CONFLITS

Les rapports entre la dégradation écologique, la faillite environnementale et l'instabilité politique et militaire

Dossier Earthscan No 40

Parmi les nombreuses et complexes causes des guerres et des conflits, les facteurs environnementaux jouent un rôle important, et souvent négligé. Cette idée suscite un intérêt croissant chez les spécialistes de l'environnement et du développement. En 1982, Peter Thacher du PNUE déclarait "Il faut choisir en fin de compte entre conservation et conflit. Des arbres aujourd'hui ou les chars demain."

On commence à prendre conscience de ce lien entre la dégradation de l'environnement et l'instabilité politique, mais il n'y a pas de documentation bien établie. Earthscan a donc décidé de publier non un dossier d'information mais un document présentant une hypothèse à partir des rares données qui existent.

Ce document ne prétend pas que la faillite environnementale est la principale ou l'unique cause des conflits, bien que ce soit parfois vrai, mais qu'elle en est l'une des causes.

Trois types de facteurs environnementaux sont associés aux conflits récents ou actuels : la dégradation des forêts et sols; le partage des ressources en eau et le partage des pêcheries.

L'iniquité des structures agraires et l'affectation des terres arables aux cultures de rente contraignent un nombre croissant de paysans à s'installer sur les terres marginales. Du fait de l'érosion celles-ci deviennent vite incultes. Ceux qui pratiquent la culture de subsistance s'exilent vers les bidonvilles urbains et constituent une population de déshérités enclins à la violence et à la révolte; ou alors ces "réfugiés de l'environnement" émigrent et créent éventuellement des tensions dans les pays hôtes.

L'Amérique centrale en est un exemple typique. Bon nombre de réfugiés de Haïti, du Mexique et d'ailleurs émigrent aux E-U, attirés certes par la richesse du pays, mais surtout incapables de subvenir à leurs propres besoins chez eux. La roche est à nue dans bien des régions de Haïti, et les rendements de maïs baissent chaque année au Mexique.

Les conflits internes de l'Amérique centrale sont nés de ces mêmes facteurs. Un avant-projet de rapport (1983) sur le Salvador préparé pour l'USAID déclarait : "les causes fondamentales du présent conflit tiennent autant à l'environnement qu'aux questions politiques et naissent du problème de la répartition des ressources dans un pays surpeuplé".

Bien que la région ait ses propres problèmes politiques, les guérilleros

ne peuvent réussir sans un soutien massif des paysans marginalisés. Pourtant, le rapport Kissinger sur l'Amérique centrale ne proposait aucune mesure de réhabilitation de l'infrastructure naturelle, sans laquelle le développement agricole est impossible.

Le dossier Earthscan cite les conflits suscités par la dégradation du sol dans des pays tels que l'Éthiopie, le Kenya, la Pologne et le Pérou. Le système économique et politique ne change rien. Le Nicaragua et l'Éthiopie sont aussi vulnérables à la déstabilisation que provoque l'érosion que Haïti ou le Pérou.

Près de 40% des humains vivent dans des bassins fluviaux relevant de plusieurs pays. À mesure que s'accroît la demande d'eau, il faut, pour éviter les conflits que ces pays s'entendent pour en réglementer l'usage.

Les récents événements du Pendjab illustrent de façon dramatique ce qui se passe en cas de désaccord. Les fleuves du Pendjab prennent leur source dans l'Himalaya, traversent le Pendjab des Sikhs, puis le Pakistan musulman. Mais les états hindous du sud du Pendjab manquent d'eau et détournent les eaux de cet état au moyen de canaux.

Lors des affrontements récents qui ont abouti à la prise du Temple d'or, les Sikhs réclamaient une quantité d'eau plus importante. La richesse du Pendjab vient de son agriculture irriguée. Il n'obtient que 40% des eaux revenant à l'Inde aux termes des accords et en veut davantage.

Le poisson est également une ressource sauvage très disputée. La surexploitation des pêcheries nationales a incité bien des pays à chercher ailleurs. Le Japon et l'URSS se disputent depuis 40 ans le poisson du nord-ouest du Pacifique. De 1946 à 1975, 12 713 pêcheurs japonais ont été arrêtés par l'URSS. 37 sont morts dans les prisons soviétiques.

Les grands chalutiers d'Asie du sud-est ont eu un effet désastreux sur la pêche artisanale. La prise totale s'est accrue, mais le revenu par tête a chuté. En Malaisie, il y a eu de violents conflits entre ces deux types de pêcheurs (morts et dégâts matériels).

Le rapport d'Earthscan demande qu'il soit fait des études sur le facteur environnement dans les conflits. Seuls des résultats concluants permettront d'en tenir compte dans les programmes politiques, militaires et de développement.

*Dossier en anglais, résumé français.
83 pages. Prix £3/\$7. Gratuit aux ONG.*

Source : Le Bulletin Earthscan
Vol. 7, n° 5 / 6 janvier 85
p. 14-15

— pollution —

F.F.S.P.N. - NOTES SUR LE PROBLEME DES PLUIES ACIDES

Après discussion avec les conseillers techniques du Ministère de l'Environnement et mises au point des différents responsables de la Fédération sur le problème des pluies acides, la FFSPN considère :

- que l'essentiel est maintenant de passer à un programme de sensibilisation du public (entre autres, scolaires, comités d'entreprises, etc.). A cet effet un programme d'information sur les pluies acides sera proposé très rapidement au Ministère.
- que le problème, loin de concerner le seul espace forestier, touche la totalité des espaces naturels, en particulier le domaine agricole et l'eau (ressources).

C'est pourquoi elle souhaite porter toute son attention sur ces domaines un peu négligés actuellement devant l'ampleur de la question forestière.

LA MISSION VALROFF PLUIES ACIDES EST-ELLE PARTIE ?

Après qu'un contact ait été pris le 17 décembre dernier avec M. VALROFF, celui-ci m'avait fait part de son intention de procéder à des auditions d'associations de protection de la nature concernées par le problème des pluies acides. Le 22 janvier, M. VALROFF m'informait qu'il allait prochainement lancer cette concertation auprès d'une vingtaine d'associations de la Fédé.

Le 31 Janvier, j'apprenais par la SNPN que cette concertation aurait lieu le 5 février (soit 4 jours après...) que M. VALROFF convoquait ce jour-là : l'URVN, la SPN MP, l'UMINATE, la SEPANSO, la SPNLR, la FRAPEC, la FFSPN (nous n'avons toujours pas reçu de convocation...) l'URCANE, NORD NATURE, la SEPNNMC, la FRAPNA, l'URNEN, le CAF, l'Union Régionale de Franche Comté, la Fédération de Protection de la Nature du Jura, le GECNAL, la FLORE, l'AFRPN, l'Asso. Belfortaine de protection de la nature, la SNPN, Jeunes et Nature, GREENPEACE, l'ARPN, Nature et Société et les Amis de la Terre.



Je lui écrivais immédiatement que cette journée risquait d'être un échec dans la mesure où les associations étaient prévenues bien tardivement et que ni le Président, ni le Secrétaire Général ne pourraient participer à ces consultations pour des raisons professionnelles (je n'avais pas réussi à joindre D. DASKE le M. Pluies acides de la Fédé).

La convocation annonçait "un dossier de consultation" que n'a pas reçu la SNPN.

- 1/ Quand avez-vous reçu l'invitation de M. VALROFF ?
- 2/ Avez-vous reçu le "dossier de consultation" annoncé ?
- 3/ Vous êtes-vous rendu à cette invitation ?
Si oui
- 4/ Qu'avez-vous dit et quelle est votre impression ?

Réponses souhaitées le plus rapidement possible à J.P. RAFFIN.

— équipement —

LES SUPER BASES DE LOISIRS... OU LE MIROIR AUX ALOUETTES

Actuellement un ou plusieurs groupes, dont les finances semblent être au moins en partie d'origine hollandaise, recherche en France des sites de grande valeur écologique pour y implanter des "super-bases de loisirs" avec piscines à vagues, bungalows, campings, etc..., le tout doublé de "sentiers de découverte de la nature". Le Conseil National pour la Protection de la Nature a été mis en alerte pour un de ces projets au coeur de la Sologne des Etangs, par le DRAE, lui-même sollicité par la FRAPEC. Sceptique au départ, j'ai accepté d'être rapporteur du dossier car je connais bien la région. Ces projets que j'ai vus sur place m'ont atterré, notamment en ce qui concerne l'étude d'impact proposée pour la mise à l'enquête publique de la Z.A.C.

Au hasard, elle néglige totalement l'effet du relèvement du niveau d'un étang situé dans une chaîne d'étangs se déversant les uns dans les autres et rentabilisés par la pêche, elle oublie que le projet doit quadrupler la population d'un village sans prendre en considération l'aménagement des voies d'accès, ni l'alimentation en eau ou les problèmes de rejets et de déchets... Quant à la faune, il est déclaré qu'elle n'est constituée que d'animaux introduits pour des chasses à la journée, alors que la FRAPEC y a, entre autres, constaté la nidification de busards des marais...

Dans le cas de St Viâtre, l'appui du D.R.A.E. (St Vincent, qui hélas se retrouve maintenant en administration centrale) sur avis de la Fédération régionale a permis de gagner la première bataille : le Ministre a demandé au D.D.A. de refuser l'autorisation de défrichement d'un territoire soumis à la loi Sérot tant qu'un inventaire écologique n'avait pas été effectué, et a demandé l'étude d'impact. Mais le 25 janvier, les élus du département qui auparavant souhaitaient un développement de la Sologne dans le respect de ses richesses écologiques se sont prononcés en faveur du projet.

Les élus de St Viâtre (dont l'un est selon toute vraisemblance impliqué financièrement dans l'affaire) fait le chantage au chômage, et fait miroiter quelques "retombées" d'un tel projet en occultant les conséquences que cela aurait vis à vis de la région dont une seule commune tirerait pratiquement tous les profits touristiques au détriment des autres, tout en leur posant nombre de problèmes au niveau de l'eau, de la circulation, etc...

Parallèlement, l'AFRPN nous a signalé deux autres projets du même type, l'un dans la vallée de Metzeral (où avait été établi un projet de Réserve Naturelle), l'autre à Reischhofen (dans le futur P.N.R. des Vosges). Jusqu'ici, l'Association Fédérative s'est battue

seule contre ces projets.

Il apparait donc qu'il importe :

1. de recenser l'ensemble des projets de ce genre qui semblent multiples à travers la France et de déterminer ceux qui touchent des zones écologiquement sensibles.

2. de mettre au point une stratégie efficace qui permette d'aider nos associations ou fédérations régionales à lutter contre ces projets, notamment en faisant comprendre leur manque de sérieux et le risque qu'ils font encourir pour l'environnement.

Dans l'immédiat, le C.A. m'a demandé de centraliser les informations sur de tels projets, et de chercher des solutions avec tous ceux qui veulent y travailler (Benest pour le réseau tourisme et Daske pour l'AFRPN ont déjà accepté de faire partie du groupe de travail et d'action).

Contact à la FFSPN ou en cas d'urgence à mon n° personnel 293 37 19 (à condition de ne pas être traumatisé par un répondeur automatique).

A. REILLE

réseau communication

PROJET "D'AMENAGEMENT"

D'ES MARAIS DU BASSIN DU BRIVET

LES PROTECTEURS DE LA NATURE ET LES CHASSEURS DE LA RÉGION S'UNISSENT POUR MIEUX S'Y OPPOSER

Devant les menaces que fait peser le "Projet d'Aménagement" des marais du Brivet, la S.E.P.N.B., l'Association des Chasseurs de Brière, l'Association des Pêcheurs de Brière, la Société Communale de Chasse de Saint-Joachim, et d'autres Sociétés de Chasse Communales Sympathisantes, ont décidé de mener une action concertée pour la défense de ces zones humides. La première phase de cette lutte est la diffusion d'une pétition qui demande l'annulation du projet dans sa forme actuelle.

Ils espèrent ainsi faire prendre conscience à la population de la région de la gravité des conséquences des importantes modifications du milieu naturel.

Ce projet d'aménagement n'est qu'une partie du schéma général d'aménagement des marais de l'Ouest, dont les objectifs d'ordre économique sont peu clairs, et où les arguments écologiques s'avèrent accommodés à la sauce des technocrates. Il s'agit en fait d'un vaste projet qui met en péril toutes les zones humides de la Côte Atlantique. L'exemple passé de l'aménagement des Marais de la Vilaine, dont les conséquences ont été désastreuses (suppression totale de la submersion hivernale, disparition définitive de l'hivernage régulier de l'oie rieuse, et forte diminution des autres espèces, échec des tentatives de mise en culture du maïs, et de la relance de l'élevage...) nous laisse perplexes, puisque dix ans après la construction du barrage d'Arzal, les promoteurs de ce projet en sont toujours très satisfaits !!

Afin d'éviter qu'un pareil désastre se produise dans les Marais du Brivet, nous demandons à toutes les bonnes volontés, notamment associatives, de soutenir notre lutte contre le projet d'aménagement, en signant la pétition qui peut être obtenue auprès de :

R. GAUTRON
SEPNB
Section de Saint-Nazaire

Maison du Peuple
Place Salvador Allendé
44600 ST NAZAIRE

ECRIRE POUR "LES" PRESSES ECRITES



Quelques jours après l'Assemblée Générale de la FFSPN à Grenoble, siégera à Paris du 28 au 31 Mai, un "Symposium sur la presse". Objectif "faire le point sur l'avenir de la presse écrite confrontée à l'invasion de l'audiovisuel". Oui, quelques jours après que la FFSPN ait débattu de la Communication, sujet qu'elle a choisi de travailler d'abord pendant un an. Mieux qu'une coïncidence et qui apporte une information : plus souvent qu'ils ne le croient, nos militants cherchent à percer le "mur des médias" s'adressent à un malade ou à un bien portant qui craint d'être atteint à son tour par une maladie d'autant plus inquiétante que son diagnostic n'est pas clair. Exemples parmi d'autres, la mort précoce de nouveaux-venus comme "Magazine Hebdo", ou "Paris ce soir" disparu après 22 numéros publiés du 7 au 31 janvier, les maladies de l'âge mûr de monuments réputés immortels et de gestion exemplaire comme "Le Monde" qui a failli cesser de paraître et la page entière consacrée par "le Canard enchaîné" aux "Journaux qui se font tous un sang d'encre" (y compris "le canard enchaîné").

Tout cela dit non pas pour provoquer vos sanglots de commisération mais pour vous avertir, l'interlocuteur est nerveux, fragilisé, peu disposé à supporter les agressions d'écologistes frustrés, plus enclin à publier des articles susceptibles de lui rapporter des lecteurs que de faire fuir éventuellement, ses acheteurs d'espace publicitaire, plus conscient aussi du courage qu'il faut pour tenter de persuader - souvent - son rédacteur en chef de ne pas refuser certains articles.... environnementalistes ou pire, écologistes. Alors si vous souhaitez écrire d'une encre "verte" qui séduise les journalistes, il vaut mieux choisir un vocabulaire simple, compris de tout le monde, faire court, clair, lié par des enchaînements logiques (qualité qui manque trop souvent aux textes "écologiques" assez pleins de passion pour que les idées se bousculent, sans lien).. Enfin, depuis que "la Lettre du hérisson" a publié le pamphlet de Claude Marie Vadrot "Provocation", je n'ai plus besoin d'insister sur l'un des éléments les plus importants qu'attendent de nous les journalistes : des INFORMATIONS plus que des états d'âme. Avec autant que possible, un angle qui accroche l'attention.

Exemple a contrario, la marche sur le Donon à laquelle j'ai participé pour dénoncer les ravages de plus en plus évidents des "pluies acides" dans les Vosges. Pour la conclure, les organisateurs ont planté un arbre flanqué d'une noble pancarte : "Puisse cet arbre être le témoin de l'intelligence humaine". Résultat: sur les 90 journalistes invités, moins de 10% sont venus. Peut-être auraient-ils été plus nombreux si comme quelques-uns d'entre nous l'avaient suggéré, l'arbre à planter avait été en matière plastique, symbole d'un avenir mort des forêts menacées. Planter un arbre s'est déjà vu des milliers de fois. En revanche, filmer des écologistes qui, d'habitude condamnent les matières plastiques non-biodégradables, en train de planter par provocation, un arbre en matière plastique, c'est une "première" qui a le mérite au moins, de faire passer le message : "voilà ce qui attend nos forêts si l'on ne fait rien contre les "pluies acides". Pour dériver vers un mode plus plaisant, je vous livre la boutade traditionnellement servie par les professeurs d'écoles de journalisme : "un chien qui mord un homme, ce n'est pas une nouvelle.. Un homme qui mord un chien, ça c'en est une !" Personne ne vous demande de prendre ça au mot, mais d'y bien réfléchir. Et d'ajouter le plus souvent possible, un zeste d'humour pour ne pas être ennuyeux, travers trop fréquent.

Passons à un bref survol non pas de "la" presse écrite, mais "des" presses écrites, la place manquant ici pour en présenter autre chose qu'une énumération suggérant d'adapter votre démarche au type de journal que vous souhaitez approcher quotidiens qui consomment l'information la plus inédite possible, au moins la plus fraîche, la surgelée devant être réactualisée pour être agréée. Hebdomadaires, mensuels, périodiques divers dont doivent être connus et respectés les délais de parution. Noter soigneusement deux dates : le dernier délai pour remettre la copie et le jour où cette copie paraîtra pour éviter, par exemple, de voir une avant-première d'élection rédigée au futur, publiée après les résultats, donc au passé. Cela fait partie de certains impératifs techniques comme l'obligation de n'écrire qu'au recto, ce qui choque les écologistes mécontents de gaspiller le verso !

Respectez aussi les données diverses de la presse parisienne et de la presse régionale souvent plus ouverte...exceptées quelques régions maudites. Adaptez votre approche à la presse à gros tirages tous publics ou à la presse sectorielle souvent plus modeste mais qui peut aussi atteindre les gros tirages comme le mensuel "Parents" où j'ai publié l'été dernier une série d'articles sur "les vacances écologiques". L'une des forteresses non pas à vaincre mais à convaincre devrait être aussi la presse féminine, les femmes donnant la vie devant être plus prêtes à la défendre. Ne négligez pas les agences de presse soit qu'elles traitent de tous sujets comme l'AFP d'audience internationale ou l'ACP plutôt nationale, soit spécialisées dont plus largement accueillantes à l'actualité "verte" comme l'APE (Agence Presse Environnement) assujettie à un délai de parution alors que la réaction de l'AFP est multiquotidienne et presque instantanée.

Décidément, il est impossible en une seule chronique de balayer d'un projecteur même rapide, tous les recoins de la presse écrite. Il en reste bien d'autres sur lesquelles il faudra revenir comme la presse pour les jeunes et même pour les enfants. Et la presse "écologiste" qui, à elle seule, mérite une chronique entière. J'espère que vous êtes de cet avis, sinon "c'est pas la peine qu'on se décasse !" comme dit à peu près une publicité télévisée que vous connaissez certainement mieux que le dernier numéro de la revue "Ecologie"... qui porte cependant le n° 361. O communication!..

Jean CARLIER

Prochaine chronique :

ON A LA PRESSE ECOLOGISTE QU'ON MERITE

CE QUI NOUS HERISSE...

LA REPONSE DE JOSETTE BENARD A L'ARTICLE "PROVOCATION" DE C.M. VADROT, PUBLIE DANS LE N° 16 DE LA LETTRE DU HERISSON, NOUS INCITE A CREER UNE NOUVELLE RUBRIQUE

"... CE QUI NOUS HERISSE..." CELA AFIN QUE TOUS CEUX QUI EN RESSENTENT LE BESOIN, PUISSENT CRACHER DU VENIN, DEVERSER LEUR BILE, DIRE CE QUI NE VA PAS OU CE QUI LES HERISSE OUTRE MESURE...

O.K. VADROT... T'AS RAISON !

Sûr que nous sommes c..., nous écologistes
filandreux, bilieux, bigleux, jargonneux,
Sûr qu'on ne sait pas faire passer le discours
5 sur 5,
Sûr qu'on proteste bêtement assis béatement sur
notre monceau de galimatias et de jérémiades,
Sûr que...
Mais...

Dis, Vadrot, as-tu déjà reçu en fin de journée, au moment où tu décompresses, le coup de fil ultra-urgent du journaliste qui veut dans les 24 heures une mise au point en quelques lignes sur un sujet complexe que tu décortiques depuis des mois dans un mètre cube de documents ?

As-tu déjà eu sur le dos le journaliste-vampire qui suce ton temps et la substantifique moëlle d'un dossier péniblement élaboré pour faire un "scoop" et oublier jusqu'au nom de l'association qui lui a fourni sa documentation ?

Alors, O.K., on fera un effort... mais fais-en aussi !

Si tu ne jetais pas nos papiers à la poubelle (et même ceux de tes confrères de l'A.F.P....) c'est en novembre 82 et non en mars 83 qu'aurait éclaté l'affaire des fûts de Seveso !
15 partout ?

Josette BENARD

en bref

OFFRE D'EMPLOIS

L'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort organise le 18 mai 1985 une journée "portes ouvertes". Les organisateurs de cette journée souhaiteraient à cette occasion inviter différentes associations de protection de la nature à tenir des stands d'informations sur leurs activités. Ils signalent également qu'ils disposent de moyens audiovisuels suffisants pour projeter des video-cassettes ou des films. Pour plus d'information, écrire à :
J.P. Poingt/E. Vivier
GIBGE
E.N.V.A.
7 avenue du Gal de Gaulle
94700 Maisons-Alfort

L'UCAPEN cherche à recruter un chargé de mission pour la préparation des Journées Régionales de la Nature les 1 et 2 juin 1985. Il aura pour tâche : de préparer et réaliser les différents documents indispensables à ces Journées (tract, affiches, etc.).
Profil du poste :
- contrat de 4 mois à mi-temps
à partir du 4 mars 1985
- capacités rédactionnelles exigées
- moyen de déplacement souhaité
Lieu de travail: Poitiers
Les candidatures sont à adresser avant le 25 février 1985 à :
M. GUY
4 rue Rangonnière
86600 Lusignan

Le Fonds d'intervention pour les Rapaces recherche pour mai 1985 un objecteur de conscience pour un poste dans ses bureaux à Saint-Cloud (92).

Il s'agira d'un travail essentiellement administratif mais toujours en prise directe avec les actions que nous menons, mais des stages sur le terrain pourront être aménagés dans le cadre de la surveillance des aires de rapaces ou d'animations régionales, en fonction des sensibilités des candidats.

Les candidatures sont à adresser à :

F.I.R.

B.P. 27

92250 LA GARENNE COLOMBES

Tél. (1) 771.02.87

DEMANDE D'EMPLOIS

Docteur ès sciences (biologie animale) possédant également des connaissances en botanique, ornithologie et entomologie, recherche le travail d'animation dans une association de protection de la nature.

Adresser les propositions à :

Gilles DELAUNAY

79 rue Jean Guéhenno

35000 Rennes

* * *

Animatrice cherche à encadrer pour vacances de Pâques un stage-nature pour enfants ou adolescents comme directrice-adjointe.

Adresser les propositions à :

Dominique COSTE

Association DEA Franche Comté

Hauterive

70190 Rioz

Tél. (84) 32 40 09

EXPOSITION : METIERS DE NATURE EN FRANCE

L'Association Emploi-Nature prépare pour Pâques 1985 une exposition itinérante sur le thème des Métiers de Nature en France. Elle sera présentée pour la première fois lors d'un rassemblement de 1000 jeunes organisé par la Fédération Nationale des Foyers Ruraux le 7 avril en Franche Comté. Elle circulera ensuite dans cette région et continuera, tout au long de l'année, un tour de France des régions dont le programme sera établi en fonction des demandes parvenues à l'Association. Cette exposition intéressera les écoles, lycées, maisons de jeunes, foyers ruraux et... bien sûr, Associations de protection de la Nature et de défense de l'Environnement.

Dominique BIGOURDAN

Association Emploi-Nature

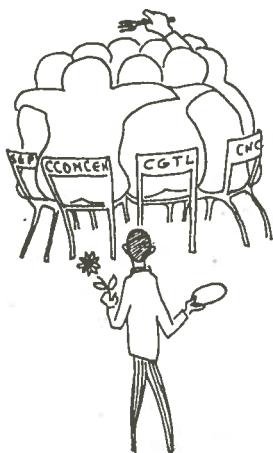
B.P. 26

92290 Chatenay-Malabry

La Société Française d'Etude et de Protection des Mammifères édite une nouvelle revue : ARVICOLA. Celle-ci publie des informations générales sur les mammifères. Le numéro 1 vient de paraître, il contient un article sur le Desman, une analyse évolutive des relations proie-prédateur, une revue sur le rôle des rongeurs dans l'épidémiologie de la rage, une synthèse sur les espèces jumelles et des observations sur le campagnol Amphibie. En outre, ARVICOLA publie une tribune libre dans ce numéro consacrée au piégeage et signée P. PFEFFER et des nouvelles sur l'actualité de la mammalogie.

Abonnement 1 an (2 numéros) 80F (60F pour membres SFEPM). Règlement à l'ordre de la SFEPM - CCP 1824 80 N La Source, 25, rue Bourgelat 94700 MAISONS ALFORT.

—vie associative—



FONDS DE DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE ?

En octobre dernier après avoir consulté le Conseil d'Administration de la FFSPN, j'ai démissionné du Conseil National de la Vie Associative (CNVA). J'y siégeais comme représentant élu des associations de protection de la nature et de l'environnement du Haut Comité à l'Environnement.

Les raisons de cette démission ? Un surcroît de travail universitaire et la nette impression que le CNVA ne s'intéressait pas aux problèmes associatifs qui nous concernent. Composé pour l'essentiel de grosses machines para-Education Nationale, para-Jeunesse et Sports, etc., ce Conseil où les personnes nommées sont beaucoup plus nombreuses que les élus, m'a donné le sentiment d'être plus attiré par le maintien des privilèges acquis par ces grosses structures "associatives" que par un développement des aspects nouveaux de la vie associative. Ainsi le thème "élu associatif" sur lequel avait travaillé une commission à laquelle j'avais participé, n'est-il plus à l'ordre du jour des travaux du CNVA... Evidemment pourrait-on dire cela n'intéresse pas les grosses machines dont nombre de permanents ou de responsables sont des personnels détachés par leurs ministères "de tutelle". (Education Nationale par exemple...).

En revanche, le projet d'un Fonds de développement de la vie associative excite beaucoup... Nous venons d'apprendre que seront consultés prochainement "les 8 coordinations associatives (CNAJEP, CCOMCEN, CGTL, CNOSF, FONDA, UNAF, UNAT-UNIOPSS) et deux autres regroupements (inter-collectif des ONG de développement et collectif informel des Associations d'Environnement)".

Nous ignorons qui anime ce "collectif informel" et quels en sont les tenants et aboutissants... Dans l'immédiat il n'est pas possible de dire plus. Mais en général là où il y a de la finance... il est rare que ne naissent pas des appétits...

Le 6 février 1985
J.P. RAFFIN



LE BON REFLEXE

DÈS QU'UNE ASSOCIATION OBTIENT UN JUGEMENT,
ELLE L'ENVOIE À LA FFSPN
MAISON DE CHEVREUL
57 RUE CUVIER - 75231 PARIS CEDEX 05



La F.F.S.P.N. reçoit de nombreux documents en anglais, notamment en provenance du B.E.E. ou de l'U.I.C.N..

Surchargés, les permanents de la F.F.S.P.N. n'arrivent pas à les traduire dans de brefs délais.

Afin de mieux informer nos associations de tout ce qui se passe en matière de l'environnement au niveau européen et mondial, nous recherchons des bénévoles, connaissant bien l'anglais, qui pourraient prendre en charge la traduction de ces textes en français ou bien en faire le résumé.

Contactez :
F.F.S.P.N.
Service de Presse
Tél. (1) 336.79.95



LES SALAIRES

La valeur du point est passée à 23,218F au 1er janvier 1985.

colloques — stages

Le Groupement Inter-Chaire de Biologie Générale et d'Ethologie (GIBGE) de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort organise le 25 avril 1985 à 20H00,

une conférence sur le lynx

Programme :

- présentation de l'opération de réintroduction du lynx dans les Vosges par Alain Balestreri, docteur-vétérinaire,
- projection du film sur les lâchers de lynx,
- présentation du suivi actuel de l'opération par Véronique Herren-Schmidt.
- débat animé par François Moutou sur le thème de la réintroduction d'espèces animales en France, avec la participation des représentants du Ministère de l'environnement, de l'O.N.C., de la F.F.S.P.N.,...

Lieu de la conférence :

E.N.V.A.

Amphithéâtre d'honneur

7 avenue du Gal de Gaulle

94700 Maisons-Alfort

* * *

COLLOQUE SUR LA POLLUTION DE L'AIR ET LA DETERIORATION DE L'ENVIRONNEMENT LES 4 - 5 MARS 1985, BRUXELLES

Le Goethe Institut (Brüssel) et le Bureau Européen de l'Environnement (Bruxelles) ont été invités par la Présidente de la Commission de l'Environnement, de la Santé Publique et de la Protection des Consommateurs du Parlement Européen d'organiser un colloque sur la protection de l'air et la détérioration de l'environnement.

Le colloque aura lieu les 4 et 5 mars 1985 au Parlement Européen,

97 113 rue Belliard

B 1040 Bruxelles

Des scientifiques de pays différents présenteront les résultats de leurs recherches. Y seront également discutés les risques pour la santé humaine, les détériorations des monuments historiques et des forêts et l'acidification de la nappe phréatique.

Des personnalités de la Commission Européenne, du Parlement Européen, des parlements et gouvernements nationaux et des représentants du Centre Européen d'Entreprises Publiques et du Bureau Européen de l'Environnement donneront leurs avis.

Le Goethe Institut et le Bureau Européen de l'Environnement ont le plaisir de vous inviter à assister à ce colloque important.

Traduction simultanée sera prévue.

Pour s'inscrire ou avoir le programme détaillé, écrire à :

B.E.E.

Rue Vautier

B 1040 Bruxelles

Tél. : (02) 647 01 99

Tx : BEE 62720



Le Centre d'Initiation du Pays de Tronçais et l'association locale A.T.E.N.A. proposent à tous ceux qui désirent découvrir leur pays des activités diverses :

- accueil de classes-découverte ou des groupes constitués
- animations scolaires
- centres de loisirs ou de vacances
- animations de veillées diapositives ou films
- stages d'initiation à l'environnement

Hébergement en dortoirs, gîtes ou camping.

Voici les thèmes des stages prévus pour le printemps :

Ornithologie - Les premiers chants

22 au 24 février : 300 F

Découverte de la forêt

26 au 28 février (jeunes 12 à 15 ans) : 200 F.

Arbres et arbustes

16 et 17 mars : 200 F.

L'oiseau dans le milieu naturel

1er au 6 avril : 800 F.

Lecture de paysage, environnement - cadre de vie -

9 au 13 avril (avec le C.A.U.E. 03) : 800 F.

Batraciens

27 et 28 avril : 200 F.

Pour tous renseignements :

Association Tronçais Environnement Nature

C.l.E. du Pays de Tronçais

03360 St Bonnet-Tronçais

Tél. : (70) 06 14 69



documentation

ACTUALITES - LECTURE

Le catalogue FFSPN ne présente qu'une partie des livres et documents vendus par la Fédération. Chaque mois, nous vous indiquerons dans cette rubrique divers titres susceptibles d'intéresser les associations de Protection de la Nature ainsi que les conditions financières pour se les procurer.

SELECTION "JOURNAUX OFFICIELS"

TVA : 0%

Port : 6,50 F l'unité

pour plusieurs exemplaires, facturation
du port réel

CONVENTION DE WASHINGTON

sur le commerce international des espèces de
faune et de flore sauvages.

N° 1454-I

Prix : 6 F + port

Loi du 27 décembre 1977. Décret du 30 août 1978

Annexes 1 et 2

TEXTES GENERAUX - PROTECTION DES ESPECES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES

N° 1454-II

Prix : 32 F + port

Principaux décrets, arrêtés et lois depuis 1976.

PARCS NATIONAUX - PARCS NATURELS REGIONAUX RESERVES NATURELLES

N° 1454-III

Prix : 30 F + port

Lois, arrêtés et décrets depuis 1960.

COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES

N° 1454-IV

Prix : 13 F + port

Application de la Convention de Washington.

RECUEIL DES TEXTES RELATIFS AU REMEMBREMENT RURAL

N° 1449

Prix : 25 F + port

Lois et ordonnances depuis 1962.

Décrets. Instructions et circulaires.

L'ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Cet ouvrage publié par la Commission d'accès aux documents administratifs - le 3ème depuis l'entrée en vigueur de la loi du 17 juillet 1978 - explique dans la première partie les voies de droit et les procédures à suivre pour pouvoir accéder aux documents communaux.

Dans la 2ème partie, la Commission fait rapport de son activité qui couvre la période du 25 mars 1982 au 15 décembre 1983. Elle contient d'une part, des tableaux synthétiques des principaux avis et d'autre part, des données statistiques établies à partir de l'ensemble de demandes d'avis ou de conseil dont a été saisie la Commission.

Disponible à :

La Documentation Française

29-31 quai Voltaire

75340 Paris Cedex 07

Prix : 90 F.



L'ETAT DE L'ENVIRONNEMENT 1984

Depuis 1978, le Ministère de l'Environnement, publie chaque année "L'Etat de l'Environnement".

Celui concernant l'année 1984 vient de paraître à la Documentation Française au mois de janvier dernier.

Ce document de presque 200 pages comporte deux parties :

- une partie thématique consacrée cette année à la vie associative, à la qualité de l'air, et à l'environnement et la ville

- une partie statistique qui donne un aperçu chiffré de l'ensemble des domaines de l'environnement (milieux, gestion de l'espace, faune, flore, etc.).

Il est disponible à :

La Documentation Française

29-31 quai Voltaire

75340 Paris Cedex 07

Prix : 80 F.

—formation ffspn—

■ 15 AU 16 FÉVRIER 1985

STAGE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

LIEU : CIE ST BONNET DE TRONÇAIS

AVEC LA PARTICIPATION DU C.A.V.E ET T. HUBERT
ATELIER CENTRAL DE L'ENVIRONNEMENT, PARTICIPATION
DE LA DDE - DDA

PRIX : 150,00 F

INSCRIPTIONS : CIE PAYS DE TRONÇAIS
03360 ST BONNET
TÉL. (70) 06.14.69



STAGE COMPTABILITE ET GESTION (PERFECTION- NEMENT)

DU LUNDI 11 AU JEUDI 14 MARS 1985

PRIX ADHERENT, DRA COLLECTIVITÉS : 320,00
AUTRES : 900,00

À PARIS, AU F.I.A.P.,
30 RUE CABANIS 75014 PARIS

INTERVENANT MICHEL CHOPARD

formateur dont nous avons apprécié les compétences pédagogiques et comptables au dernier stage d'initiation à la Comptabilité dans l'Allier,

Une comptabilité en règle ne suffit pas, même en partie double.

C'est pourquoi ce stage vous propose d'aborder les problèmes de gestion de votre association.

De façon à partir du bon pied, nous reviendrons sur les difficultés que vous rencontrez dans votre comptabilité.

A charge pour chaque participant de préparer à l'avance les points précis qu'il souhaite aborder.

Cette session vous permettra de savoir lire les documents de synthèse, de savoir les interpréter et d'avoir ainsi un état clair et réel de la situation.

Nous aborderons également le calcul des prix de revient, évaluation des coûts et l'élaboration d'un devis. Ces deux aspects sont vitaux pour la vie financière de l'association, pour fixer le prix des stages, matériels, animations, livres et documents divers... qu'elles fabriquent ou diffusent.

Dernier point du programme, la trésorerie : il s'agit de mettre en place un plan de trésorerie et de gérer les avances et placements possibles.

Ce stage peut vous sembler technique et bien loin de la protection de la nature.

Les mécanismes simples de gestion que vous acquerez à ce stage vous permettront de mieux maîtriser les finances de l'association et les négociations avec vos différents partenaires.

INSCRIPTIONS A ENVOYER DE TOUTE URGENCE A
C. LOUIS F.F.S.P.N.



■ 16 ET 17 MARS - PARIS

ELUS D'ASSOCIATION

- LA GESTION FINANCIÈRE
 - , LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE
 - , LES MOYENS DE FINANCEMENT
- LA GESTION DU PERSONNEL
- LA DÉCENTRALISATION : ENJEUX
 - , LA PARTICIPATION
 - , RÔLE POLITIQUE DES ASSOCIATIONS
- LE RÔLE DE L'ÉLU ASSOCIATIF/SA RESPONSABILITÉ
- + LE C.A
 - , LE BUREAU
 - , LES COMMISSIONS
 - , LA CONDUITE DE RÉUNIONS
 - , L'A.G



PRIX ADHÉRENT, DRAE, COLLECTIVITÉS : 100,00F
AUTRES : 300,00F

■ 23 ET 24 MARS 1985

DECENTRALISATION ET ENVIRONNEMENT

POUR UN DIALOGUE ENTRE LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET LES ASSOCIATIONS

LIEU : CPFP - LA FUTAIE
53410 PORT BRILLET (12 KM DE LAVAL)

- EXPOSÉ TECHNIQUE SUR LES MÉCANISMES DE LA DÉCENTRALISATION (AVANT-APRÈS)
- LE FONCTIONNEMENT DU DÉPARTEMENT
- LES DIFFÉRENTES ADMINISTRATIONS
- ETUDES DE CAS CONCRET,

PRIX INDICATIF : 100,00 F

INSCRIPTIONS : MAYENNE NATURE ENVIRONNEMENT
13, IMPASSE DES FLEURISTES
53000 LAVAL

■ 6 ET 7 MARS 1985 - METZ

ENVIRONNEMENT ET REMEMBREMENT

Ce stage, organisé par la DRAE Lorraine et la Fédération Lorraine pour l'Environnement et la Qualité de la Vie (FLORE) est destiné aux P.Q.P.N., aux Associations de protection de la nature, aux élus et collectivités locales.

La première journée permettra de définir le rôle de la PQPN, son domaine d'intervention et toutes les possibilités qui lui sont offertes pour faire prendre en compte les données d'environnement.

La deuxième journée montrera l'intérêt de l'information de tous les acteurs du remembrement et en particulier des habitants des communes pour une meilleure intégration de cet aménagement foncier.

Les frais du stage seront pris en charge.

Le nombre de stagiaires est limité à 15 personnes.

Renseignements et inscriptions :

DRAE Lorraine
29, rue des murs
5704 METZ Cédex 1 - tél. 736.14.06

INSTALLATIONS CLASSEES

Le Ministre de l'Environnement (direction de la prévention des pollutions, service de l'environnement industriel) a envoyé aux commissaires de la République une circulaire sur les sanctions administratives en cas de refus, pour un établissement, de se mettre en conformité avec la loi.

Elle porte la référence 543/DPP/SCI et elle est datée du 25 Janvier 1985.

Elle peut être consultée à la FFSPN Paris, mais demandez-la

- au ministère de l'Environnement (DPP, service de l'environnement industriel) ou à votre préfet.

PAYER SA COTISATION A TEMPS, A SON MONTANT REEL, C'EST:

- , PERMETTRE À SA FÉDÉRATION DE VIVRE DONC D'ÊTRE EFFICACE
- , ASSURER LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS NATIONAUX
- , ÊTRE CERTAIN QUE LA FFSPN CONTINUERA DE RENDRE SERVICE AUX ASSOCIATIONS,

publications

"LA FORET MEURT DE L'AIR QUE L'ON RESPIRE"

Après l'Amérique du Nord, les pays scandinaves, les pays de l'Est, l'Allemagne, la Suisse, les forêts françaises sont malades de la pollution atmosphérique et dépérissent.

Les dégâts sont aujourd'hui visibles dans tout le massif vosgien et les surfaces atteintes ne cessent de croître.

D'après des constatations récentes, d'autres régions de France - Massif Central. Pyrénées. Bretagne, Alpes et Jura - sont également touchées par le phénomène des pluies acides.

Afin de mieux informer le public sur l'origine, l'étendue et les conséquences à court et à long termes de ce phénomène, l'Association Fédérative Régionale de Protection de la Nature en Alsace et la FFSPN ont publié récemment une brochure intitulée "la forêt meurt de l'air que l'on respire".

Le bilan est lourd : il faut réagir vite pour sauver les forêts et préserver l'avenir de l'homme. Dans cette brochure, vous trouverez la liste des solutions qui existent pour enrayer la maladie des forêts.

A vous d'agir pour qu'elles soient mises en place le plus rapidement possible.

Cette brochure est disponible à :

FFSPN - 57, rue Cuvier - 75231 PARIS Cédex 05 - tél. 336.79.95

Prix aux associations :

par paquet de 10 brochures : 40,00 F
par correspondance : 40,00 F + 6,50 (port)

Prix public :

par paquet de 10 brochures : 50,00 F
par correspondance : 50 F + 6,50 F (port)

T.V.A. 18,6% incluse

LA LOUTRE

"Animal en voie de disparition, la loutre est un symbole vivant de la qualité de nos cours d'eau"

Tel est le thème de la carte lettre double en papier recyclé édité par le Comité Départemental de la Protection de la Nature et de l'Environnement (Blois) que diffuse désormais la FFSPN. Le dessin original de la loutre est de Dominique MANSION.

Petit mammifère de la famille des mustélidés, la loutre était jusque dans les années 50 présente dans toute la France. Depuis cette date, son déclin est très net dans le Nord et l'Est du pays. L'aménagement des rivières, la pollution des eaux, l'assèchement des zones humides et le piégeage sont parmi les causes de régression les plus importantes.

En écrivant sur ces cartes, en les faisant connaître autour de vous, vous contribuerez à ce que la cause de la loutre ne soit pas oubliée.

Cartes disponibles à la FFSPN- 57, rue Cuvier 75231 Paris Cédex 05-

Tarif association : paquet de 20 cartes avec enveloppes papier recyclé 50,00 F
par correspondance + 6,50 F (port)

Tarif public : paquet de 10 cartes postales avec enveloppes papier recyclé : 30,00 F
par correspondance : + 6,50 F (port)



JOURNAL DE GENÈVE

LE QUOTIDIEN SUISSE D'AUDIENCE INTERNATIONALE



BULLETIN SUISSE

Forêts: qu'on sorte du flou!

Il y a ceux qui présentent le dépérissement des forêts comme le problème dramatique numéro un, auquel il faudrait tout subordonner, à la solution duquel il faudrait accorder l'effort prioritaire, vouer toutes les ressources financières disponibles, d'où qu'elles viennent. Et il y a ceux qui minimisent systématiquement le phénomène, parlent avec légèreté ou colère d'un faux problème monté de toutes pièces par des écologistes en mal d'apocalypse. Or, la majorité de la population suisse n'est certainement ni avec les uns ni avec les autres. Elle est prête à croire au dépérissement des forêts, à écouter, à ce sujet, un diagnostic sûr, indiscuté, crédible. Elle est prête aussi, sans nul doute, à ratifier et à observer des mesures contraignantes, dont l'efficacité pour le salut des forêts lui semblerait incontestable.

Autrement dit, devant une information précise et une politique claire, cohérente, le peuple suisse, en toute conscience, prendra assurément sa part de la lutte contre le dépérissement des forêts. Mais force est de constater que l'approche de cette affaire, durant les derniers mois, a nagé dans le flou, et que la présentation des choses par le Conseil fédéral, voire les décisions qu'il a prises, ont parfois desservi la cause qu'on entendait défendre.

Ainsi, le rapport de septembre 1984 sur le dépérissement des forêts et la pollution de l'air tend bien à démontrer que ladite pollution est une cause détermi-

nante de ce dépérissement: mais rien n'amène le lecteur à conclure qu'une limitation très partielle de la vitesse maximale autorisée aura des conséquences bénéfiques significatives et immédiates. C'est dire que la décision de limiter, par exemple, la vitesse à 120 km/h. sur les autoroutes, au lieu de 130 km/h. n'a pas du tout paru sérieuse et a pris l'allure d'une tracasserie désagréable contre laquelle surgissait une envie de protester. Et le lecteur du premier rapport sera encore plus déconcerté par le second, tout récent, qui dresse une liste des interventions parlementaires sur le thème des forêts, ainsi qu'un catalogue de mesures possibles et imaginables allant de celles qui pourraient être envisageables aux plus invraisemblables.

Est-ce ainsi que l'on mobilise une opinion? De la confusion, de l'agitation naît, assez légitimement, le scepticisme. Alors, on a envie de demander si cela va durer encore longtemps. Car, enfin, ou bien les mesures efficaces à prendre ne peuvent l'être qu'à moyen terme (par exemple la généralisation des catalyseurs pour automobiles) et l'on prépare ces mesures calmement, en renonçant à cette sorte de fébrilité inconsidérée; ou bien la gravité de la situation doit provoquer l'urgence absolue de mesures prises immédiatement: mais il faut, dans ce cas, présenter un véritable programme d'urgence pour catastrophe, basé sur un diagnostic indiscutable.

Au début février, lors de sa session extraordinaire, le Parlement débatta des forêts, à la demande du groupe socialiste. Dans l'état actuel de la présentation du dossier, cela paraît assez vain. Le Conseil fédéral saisira-t-il, au moins, l'occasion pour donner l'impression qu'il prend enfin, collégialement et correctement, cette affaire en main?

Jacques-Simon Eggly

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Forêts: expérience sur la limitation de vitesse

Bonn, 21 (ATS/AFP). — Deux cents voitures neuves représentant la gamme des véhicules les plus courants en RFA doivent participer à l'expérience, lancée officiellement vendredi, sur les effets d'une limitation de vitesse sur la pollution atmosphérique, tenue pour responsable des menaces contre les forêts.

La vitesse est actuellement limitée à 100 km/h sur les routes en dehors des agglomérations et totalement libre sur les autoroutes. L'expérience doit étudier les conséquences d'une limitation de la vitesse à 100 km/h sur les autoroutes et à 80 km/h sur les routes nationales.

Dès janvier, 30 voitures conduites par des pilotes de la Société nationale pour la surveillance technique, chargée de l'expérience, silloneront les autoroutes en RFA pour enregistrer — au cours de 15 000 essais sur plus de 600 000 km et dans différentes conditions atmosphériques — la vitesse, le régime du moteur, les changements de vitesse, les freinages et le poids du véhicule. Pour des raisons techniques, les essais restent limités aux autoroutes.

Le coût de l'opération est estimé à 12,5 millions de marks (10,2 millions de francs). Un rapport doit être publié en novembre 1985 et servira de base à l'éventuelle décision du gouvernement sur la limitation de la vitesse dans l'intérêt des forêts.

ENVIRONNEMENT

Véhicules avec catalyseurs exonérés à Berne?

Berne, 21 (ATS). — Le Conseil exécutif du canton de Berne propose au Parlement d'exonérer les voitures équipées de catalyseur de l'impôt sur les véhicules. Selon le communiqué publié vendredi par l'Office d'information, si le Grand Conseil accepte cette proposition, lors de sa session de février, sa mise en vigueur se fera avec effet rétroactif au premier janvier 1985. Le Gouvernement bernois réalise ainsi deux motions pendantes devant le Parlement.

MORT DES FORÊTS

SITUATION PRÉOCCUPANTE DANS LE CANTON DE BERNE (ATS). — Dans l'ensemble, 36% des forêts du canton de Berne sont endommagées. Le Plateau et l'Oberland sont plus touchés que le Jura bernois. Parmi les essences principales, 48% des sapins, 36% des épicéas et 21% des hêtres sont atteints.

TRAVAUX D'UTILITE COLLECTIVE

MODE D'EMPLOI

Dans le cadre de l'action menée en faveur de la préformation et de la préparation à la vie professionnelle des jeunes, le gouvernement a mis en oeuvre le programme "Travaux d'utilité collective" (T.U.C.) .

L'Association Emploi-Nature, dont la vocation est de promouvoir les emplois et métiers de la nature et de l'environnement, voit dans ce programme une opportunité à saisir pour organiser des chantiers de jeunes sur des travaux de :

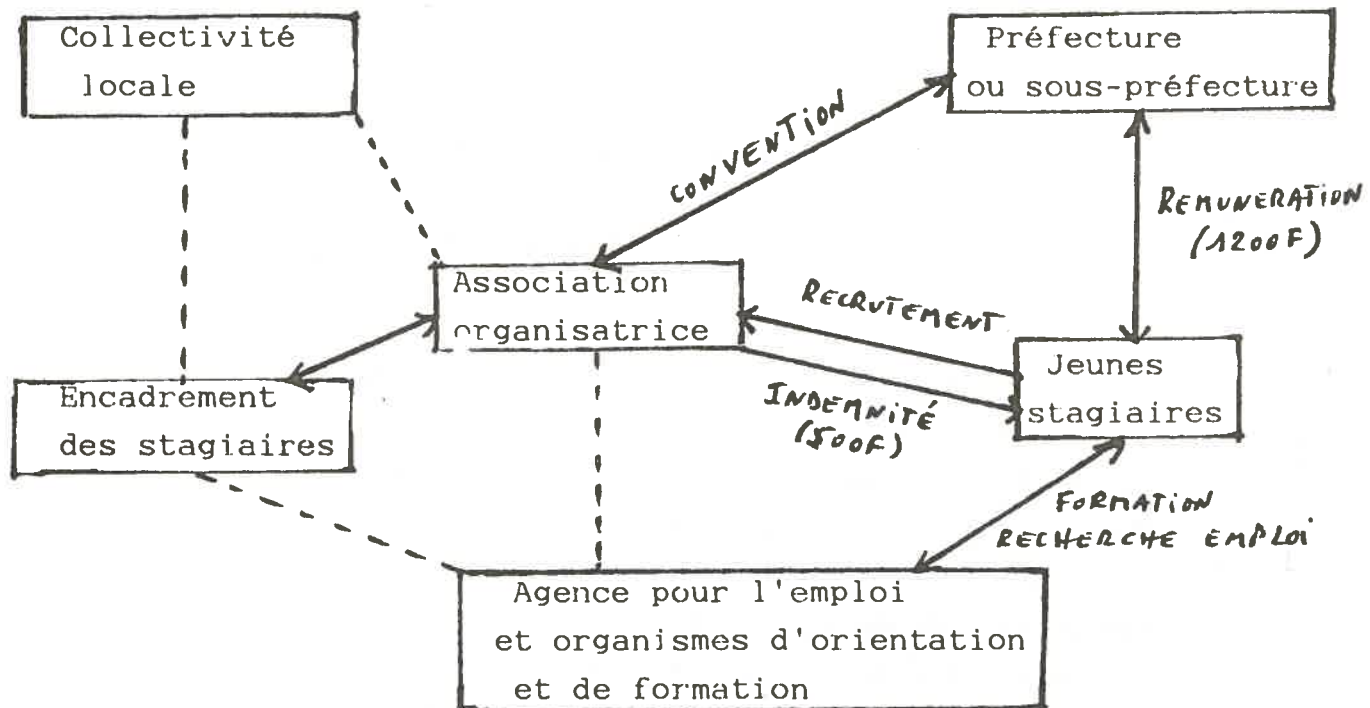
- débroussaillage de forêts,
- restauration de rivières,
- récupération de vieux papiers,
- aménagement d'espaces verts,
- créations de refuges pour animaux,
- et tous autres travaux d'amélioration de l'environnement et de protection de la nature .

Les idées de travaux ne manqueront pas dans les associations. Le problème est de pouvoir les réaliser en étant conscient des difficultés et sans perdre trop de temps dans les démarches administratives . C'est dans ce but pratique qu'EMPLOI-NATURE a préparé ce dossier sur les modalités d'organisation des T.U.C. .

Pour tous renseignements complémentaires concernant le montage de ces projets, contactez :

Dominique BIGOURDAN
Association EMPLOI-NATURE
B.P. 26 92290 CHATENAY-MALABRY
Tel. : (1) 660 03 37

1. LE SCHEMA D'ENSEMBLE (les partenaires)



2. LES MODALITES (décret n° 84919 du 16 Octobre 1984)

. Organismes concernés

- les collectivités territoriales
- les associations à but non lucratif et les fondations déclarées;
- les établissements publics nationaux ou locaux

Si une association décide d'organiser elle-même un chantier, il est conseillé de contacter la (ou les) municipalité(s) concernées, voire la région .

Une coopération peut être très utile pour monter le projet en commun ou coordonner ce dernier avec d'autres projets existants sur le territoire de ces collectivités .

. Bénéficiaires (recrutés par l'association organisatrice)

Jeunes de 16 à 21 ans, sans emplois, inscrits ou non à l'ANPE, volontaires et qui ne sont bénéficiaires d'aucune action de formation initiale ou continue .

Le jeune affecté aux TUC aura le statut de stagiaire de la formation professionnelle .

. Nature des travaux

- action sociale
- amélioration de l'environnement ou d'équipements collectifs
- le service de l'utilisateur
- les activités culturelles et sportives
- etc... (il appartient au Commissaire de la République d'apprécier l'opportunité et la faisabilité du projet) .

Compte tenu de la population concernée, les travaux proposés ne peuvent exiger trop de technicité .

. Durée des travaux

La durée des travaux d'un projet n'est pas limitée. Par contre , la durée d'affectation des stagiaires doit être comprise entre trois mois et un an . Ce qui veut dire que plusieurs équipes peuvent se succéder sur un même chantier .

Le temps hebdomadaire des travaux du stagiaire est fixé à 20 heures par semaine (80 heures par mois) .

Cet horaire doit être compatible avec la recherche par le stagiaire d'une activité de salarié ou d'une action complémentaire de formation . Un contact devra donc être établi entre l'association organisatrice des travaux et l'agence pour l'emploi ainsi que les permanences d'accueil , d'information et d'orientation .

. Encadrement

L'encadrement des stagiaires est une des conditions de réussite d'un projet TUC . Ceux qui ont déjà organisé des chantiers savent que l'animation d'une équipe de jeunes exige un encadrement solide. Pour le type de travaux envisagés, il faut des personnes qualifiées et disponibles sur une période suffisamment longue pour que le chantier puisse durer .

Trois modalités nous semblent possibles :

1°) L'association a déjà les personnes qualifiées et disponibles . C'est le cas le plus simple mais probablement le moins fréquent . Si ces personnes ne sont pas déjà salariées de l'association, le problème de leur rémunération se pose dans la mesure où l'encadrement demande une présence sur le terrain, au minimum à mi-temps (20 heures par semaine) .

2°) Le projet est monté en commun avec une collectivité locale intéressée par les travaux réalisés . Un accord peut être passé pour s'appuyer sur les services techniques de la municipalité qui fournirait le soutien d'un personnel qualifié. Le problème de la disponibilité de ces personnes se posera cependant .

.../...

3°) L'encadrement peut être effectué par des demandeurs d'emploi ou pré-retraités (F.N.E.), disposant des qualifications requises, dans le cadre de la procédure des tâches d'intérêt général (TIG) : décrets du 29 Mars et du 7 Mai 1984 . Cette procédure permettrait aux personnes intéressées d'effectuer ces tâches d'encadrement pendant une durée maximum de 50 heures par mois si elles sont rémunérées et de 80 heures dans le cas contraire. Et ce pendant une période maximum de 6 mois .

C'est donc une combinaison des deux procédures, TUC et TIG, qu'il est possible de mettre en oeuvre pour assurer l'encadrement indispensable de ces chantiers . Le décret sur les TUC a prévu cette combinaison .

Le financement de ces postes d'encadrement peut-être fourni soit par l'association, si elle en a les moyens, soit en commun avec la collectivité locale qui soutiendrait le projet . L'intérêt essentiel de la procédure TIG , pour les organismes employeurs, est qu'il ne s'agit que d'une embauche à durée limitée . Cet argument est important pour négocier une éventuelle prise en charge par la collectivité locale .

. Convention

L'association organisatrice doit constituer un dossier comprenant un projet de convention, une fiche descriptive de l'association et un compte-rendu des avis recueillis sur le projet . Ce dossier est à retirer à la préfecture (ou sous-préfecture). Le délai de réponse de l'administration a été limité à un mois maximum (en cas de non-réponse au bout d'un mois, le dossier pourra être considéré comme accepté).

La convention comportera obligatoirement les clauses suivantes :

- 1°) Le nombre de stagiaires susceptibles d'être rémunérés et leurs conditions d'admission;
- 2°) La nature et la durée des tâches offertes;
- 3°) La qualification professionnelle et le nombre de personnes qui encadreront les stagiaires;
- 4°) Les moyens matériels mis à disposition .

. Fin du stage

Une attestation d'expérience professionnelle sera délivrée à chaque stagiaire par l'association organisatrice, décrivant les travaux effectués et la formation acquise .

21 Novembre 1984

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Décret n° 84-919 du 16 octobre 1984 portant application du livre IX du code du travail aux travaux d'utilité collective

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et de la décentralisation et du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Vu le code du travail, et notamment son livre IX ;

Vu l'ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 84-219 du 29 mars 1984 portant modification de l'article R. 322-7 du code du travail ;

Vu le décret n° 84-345 du 7 mai 1984 pris pour l'application de l'article L. 351-23 du code du travail ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Sont au nombre des actions de préformation et de préparation à la vie professionnelle mentionnées au 1^o de l'article L. 900-2 du code du travail les travaux d'utilité collective organisés dans les conditions prévues par le présent décret.

Art. 2. - Les travaux d'utilité collective sont organisés exclusivement par les associations sans but lucratif, les fondations, les collectivités territoriales et les établissements publics.

Art. 3. - Les travaux d'utilité collective sont ouverts aux jeunes de seize à vingt et un ans qui ne sont pas titulaires d'un contrat de travail, à temps complet ou à temps partiel, qui ne participent pas à l'exploitation d'une activité commerciale, agricole ou artisanale et qui ne sont bénéficiaires d'aucune action de formation initiale ou continue.

Art. 4. - La durée d'affectation des jeunes à un travail d'utilité collective ne peut être ni supérieure à un an ni, sauf dérogation expresse accordée par l'autorité administrative, inférieure à trois mois.

Toutefois, l'affectation prend fin en cas d'abandon volontaire, de conclusion d'un contrat de travail ou d'engagement dans une action distincte de formation.

Le temps consacré par les stagiaires au travail d'utilité collective est de quatre-vingts heures par mois en moyenne sur la période de stage et de vingt heures par semaine.

Art. 10. - L'horaire hebdomadaire des travaux d'utilité collective doit être compatible avec la recherche par le stagiaire d'une activité de salarié ou d'une action complémentaire de formation.

Les agences locales pour l'emploi ainsi que les permanences d'accueil, d'information et d'orientation et les missions locales, mentionnées à l'article 4 de l'ordonnance du 26 mars 1982 susvisée, organisent, pour les stagiaires des travaux d'utilité collective, en liaison avec les personnes organisant ces travaux, des actions particulières de formation ou de recherche de formation et d'emploi.

Art. 11. - L'encadrement des stagiaires des travaux d'utilité collective peut être assuré, lorsqu'ils possèdent les qualifications requises, par les bénéficiaires des allocations mentionnées aux 2^o et 3^o de l'article L. 322-4 du code du travail ou par des personnes inscrites comme demandeurs d'emploi. Cet encadrement est regardé comme une tâche d'intérêt général, au sens des dispositions des décrets du 29 mars 1984 et du 7 mai 1984 susvisés.

Art. 12. - Une attestation d'expérience professionnelle est délivrée à chaque stagiaire par la personne organisatrice des travaux d'utilité collective : elle décrit les travaux effectués et la formation acquise.

Art. 13. - Un décret précise les conditions d'application du présent texte dans les départements d'outre-mer.

Art. 14. - Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre de l'agriculture, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le ministre de l'environnement, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances

Art. 5. - La rémunération mensuelle des stagiaires accueillis dans les travaux d'utilité collective est prise en charge par l'Etat.

Elle est liquidée et versée dans les conditions prévues aux articles R. 961-6 à R. 961-13 du code du travail.

Son montant est déterminé par le décret prévu à l'article L. 961-5 du même code.

Art. 6. - Par dérogation au chapitre III du titre VI du livre IX du code du travail (partie Réglementaire), la rémunération mensuelle versée par l'Etat aux stagiaires des travaux d'utilité collective comprend une indemnité représentative des frais de transport exposés pour les déplacements nécessités par les stages.

Art. 7. - La prise en charge financière de la rémunération mentionnée à l'article 5 est subordonnée à la conclusion d'une convention entre l'Etat et l'organisateur des travaux d'utilité collective.

Art. 8. - La convention comporte obligatoirement les clauses suivantes :

1^o Le nombre de stagiaires susceptibles d'être rémunérés et leurs conditions d'admission ;

2^o La nature et la durée des tâches offertes ; la mention de la qualification professionnelle et le nombre de personnes qui assureront l'encadrement des stagiaires ; les moyens matériels mis à disposition ;

3^o Les modalités du contrôle financier, technique et pédagogique.

Elle doit comporter en annexe, s'il y a lieu, le compte rendu des consultations auxquelles la personne organisatrice aura procédé.

La convention est conforme à une convention type déterminée par décret.

Art. 9. - La convention est signée par le commissaire de la République du département où les jeunes exercent leur activité. Lorsque les associations, les fondations ou les établissements publics organisant les travaux ont une compétence nationale, la convention peut être signée par le ministre chargé de la formation professionnelle.

La convention peut être dénoncée lorsque les conditions fixées à l'article précédent cessent d'être remplies.

et du budget, chargé du budget, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 octobre 1984.

LAURENT FABIUS

Par le Premier ministre :

*Le ministre du travail,
de l'emploi et de la formation professionnelle,*
MICHEL DELEBARRE

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,
PIERRE JONX

Le ministre de l'agriculture,
MICHEL ROCARD

*Le ministre des affaires sociales
et de la solidarité nationale*
GEORGINA DUFOIX

Le ministre de l'environnement,
HUGUILTE BOUCHARDEAU

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,
des finances et du budget, chargé du budget,*
HENRI EMMANUELLI

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'intérieur et de la décentralisation,
chargé des départements et territoires d'outre-mer,*
GEORGES LEMOINE

Décret n° 84-345 du 7 mai 1984
pris pour l'application de l'article L. 351-23 du code du travail.

Le Premier ministre.

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale,

Vu le code du travail, notamment l'article L. 351-23 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les travailleurs involontairement privés d'emploi bénéficiaires du revenu de remplacement prévu par l'article L. 351-2 du code du travail peuvent effectuer des tâches d'intérêt général prévues à l'article L. 351-23 du même code pendant une durée maximum de cinquante heures par mois lorsque les tâches en question donnent lieu à une rémunération et de quatre-vingts heures par mois dans le cas contraire.

La durée pendant laquelle les travailleurs visés au premier alinéa peuvent participer à des tâches d'intérêt général ne peut excéder six mois.

Art. 2. — Sont réputées tâches d'intérêt général au sens de l'article L. 351-23 du code du travail les tâches qui, sur proposition d'une collectivité publique ou d'un organisme privé à but non lucratif, ont fait l'objet d'un agrément prononcé par le commissaire de la République du département dans le ressort duquel se trouve la collectivité publique ou le siège de l'organisme intéressé.

La décision fixe la durée pour laquelle l'agrément est donné, ainsi que les conditions dans lesquelles sont accomplies les tâches d'intérêt général qui font l'objet de cet agrément.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 7 mai 1984.

PIERRE MAUROY.

Par le Premier ministre :

Le ministre des affaires sociales
et de la solidarité nationale,

PIERRE BÉRÉGOVOY.

Le ministre délégué auprès du ministre des affaires
sociales et de la solidarité nationale, chargé de
l'emploi,

JACK RALITE.

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
JACQUES DELORS.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,
des finances et du budget, chargé du budget,

HENRI ENMANUELLE.